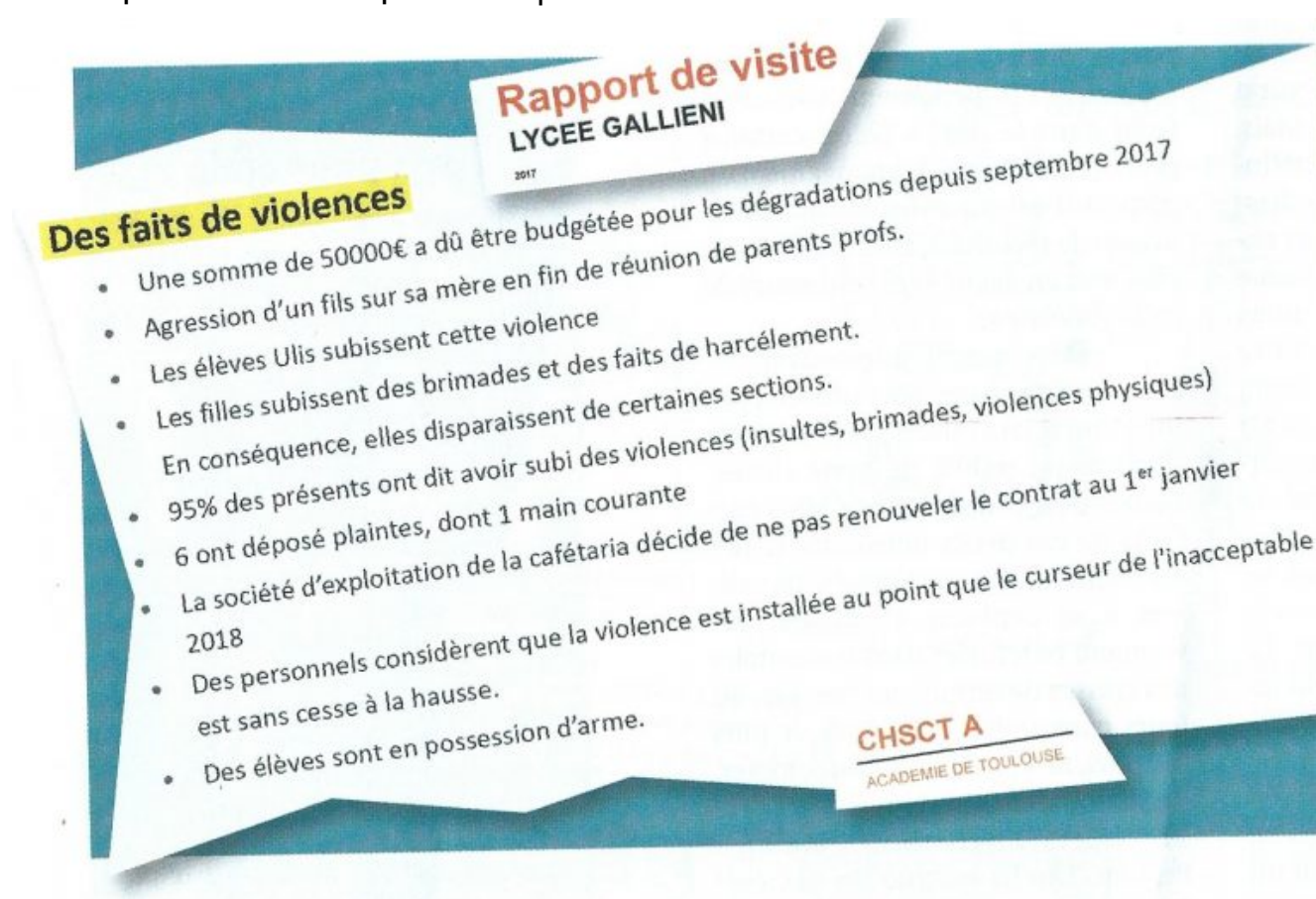


Lycée Gallieni : des enseignantes terrorisées se font raccompagner sur le parking par des élèves

écrit par Yann Kempenich | 1 février 2018



Enquête sur « un lycée en état de guerre »

A travers ce titre martial, [l'Express](#) nous propose un dossier sur « *la République qui abandonne les professeurs* ».

Et une plongée hallucinante dans le symbole même de cet abandon : le lycée Gallieni à Toulouse.

Ce reportage est une valse à trois temps : d'abord le témoignage des professeurs outragés, martyrisés (et toujours pas libérés des racailles), ensuite l'avis de l'expert-psy qui

ne se trompe jamais et, enfin, le récit à Trappes de deux journalistes « engagés ».

Au final, une impression de déjà lu.

Les enseignants craquent tandis que les statistiques de l'expert affirment le contraire pendant que les grands reporters s'extasient devant « plus belle la cité ».

En puis forcément, il faut plus de moyens, plus de mixité sociale sans oublier l'habituelle pique sur la « fachosphère » qui ose s'emparer du thème.

• **Des professeurs et des élèves abandonnés.**

« Départs de feu chroniques, des agressions de professeurs, d'élèves, des menaces de mort, des armes en circulation et des filles priées de raser les murs ».

Bienvenue dans le quotidien du [lycée Gallieni](#) à Toulouse, entre Garonne et zone pavillonnaire du quartier de Faourette. Un coin tranquille donc, délimité par l'autoroute, dernière frontière avant le quartier « sensible » du Mirail.

Encore un établissement poubelle ? Que nenni !

Construit en 2008 sur les ruines du précédent lycée détruit par l'explosion d'AZF, il a coûté pas moins de 95 millions d'euros. Terrain de 11 hectares, grands ateliers professionnels, des pistes routières pour tester les véhicules, 60 salles de classe, des laboratoires, un gymnase, un internat, de bons profs, des filières innovantes et très spécialisées. Bref l'idéal pour étudier et se construire un avenir.

Malheureusement, ce magnifique paquebot flambant neuf dédié à

l'éducation est rempli de « cassos ».

Ces fameux cas sociaux que l'on appelle pudiquement des « jeunes », parfois en suivi judiciaire (60 à 80) ou radicalisés. **En tout, 150 zigs au QI de 25 font la loi en terrorisant élèves tranquilles et professeurs.**

« Un jour, un élève se fait tabasser en cours d'espagnol ; un autre, c'est le proviseur qui se fait chasser de la cafétéria à coup de jets de canettes »

« Certaines enseignantes préfèrent se faire raccompagner sur le parking par des élèves le soir. Elles aussi, racontent les humiliations quotidiennes, les agressions verbales, les cas d'exhibitionnisme qu'elles préfèrent ne pas voir... »

Mais le pire est pour les 97 filles de l'établissement.

« Les plus jolies sont victimes d'attouchements, les moins jolies subissent des insultes » (vulgairement dit : pour une fois, canons et boudins sont dans le même bain).

Anaïs (prénom changé), 16 ans, crie sa révolte :

« Même si c'est compliqué, je mets un point d'honneur à me maquiller, à rester féminine. Mais on me traite de salope et de pute en permanence, même devant les profs ».

Peut-être l'influence des stéréotypes de genre en vigueur dans le patriarcat blanc occidental ?

« L'année dernière, lorsqu'elle était en seconde, elle a subi une tentative d'agression sexuelle. Trois garçons qui s'étaient procuré le code des toilettes des filles, lui ont sauté dessus et l'ont plaquée contre le mur » relate l'Express. Allo Schiappa ? T'es où là ?

Pendant ce temps, le rectorat est aux abonnés absents : il temporise, minimise mais prend quand même très au sérieux le « ressenti » des professeurs. Ouf, ils sont sauvés !

Le conseil régional d'Occitanie semble plus réactif : « *la situation [...] est inadmissible et intenable. Les intimidations et violences à l'encontre des personnels enseignants et administratifs et des élèves sont inacceptables* » écrit la présidente (PS) Carole Delga, qui s'y connaît en matière d'intimidation sur le personnel FN du conseil...

<http://resistancerepublicaine.com/2017/02/03/la-dictature-socialiste-cest-aussi-carole-delga-president-de-region-qui-arrache-le-micro-a-un-elu-fn/>

Malgré tout, l'affaire portée par la moitié du corps enseignant du lycée Gallieni semble faire réagir Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale. Il a en effet promis de « *remettre la force du côté du droit* » (L'Express.fr). Qui vivra verra...

Et pour finir, haro sur la « fachosphère » qui « *tente de récupérer le mouvement à coups de posts sur le Web à vomir* » !

Les commentateurs de Résistance Républicaine issus de l'Éducation nationale sont prévenus : en stigmatisant certains élèves, vous vous rendez coupables de collusion avec le national-socialisme.

Des faits de violences

Rapport de visite LYCEE GALLIENI

- Une somme de 50000€ a dû être budgétée pour les dégradations depuis septembre 2017
- Agression d'un fils sur sa mère en fin de réunion de parents profs.
- Les élèves Lila subissent cette violence
- Les filles subissent des brimades et des faits de harcèlement.
- En conséquence, elles disparaissent de certaines sections.
- 95% des présents ont dû avoir subi des violences (insultes, brimades, violences physiques)
- 6 ont déposé plaintes, dont 1 main courante
- La société d'exploitation de la cafétéria décide de ne pas renouveler le contrat au 1^{er} janvier 2018
- Des personnels considèrent que la violence est installée au point que le curseur de l'acceptable est sans cesse à la hausse.
- Des élèves sont en possession d'arme.

CHSCT A
ACCIDENTS ET MALADIES

- **L'avis autorisé de l'expert psy qui ne se trompe jamais.**

Les profs du lycée Gallieni se font insulter, agresser ?

Qu'ils se rassurent, ce n'est qu'une impression de ressenti pour [Eric Debarbieux](#), expert patenté de « *l'Observatoire international de la violence à l'école* ». Nommé délégué ministériel à la prévention de la violence scolaire par Vincent Peillon, il fait partie du « Haut Conseil à l'égalité entre les femmes » et les hommes en tant que « *chercheur et expert dont les travaux portent sur l'égalité entre les femmes et les hommes* ».

Un expert orienté donc, que l'on verrait bien chercheur à Terra Nova, le « laboratoire d'idées » progressiste de la gauche...



L'expert Eric Debarbieux
(AFP)

Pour lui, « *contrairement à ce que l'on croit, la violence a plutôt tendance à diminuer* » et « *le pourcentage des professeurs et autres personnels qui ont le sentiment de ne pas être respectés par les élèves n'a pas bougé depuis quatre ans (NDA : 16%)* »

En fait, la proportion de faits graves est ridicule : « *99% des enseignants disent ne jamais avoir été frappés* » (NDA : *sur 741 000 enseignants, cela fait quand même 7410 profs molestés...*)

On se demande bien pourquoi l'Express propose un dossier sur la violence au lycée...

Bon, il y a quand même 45,7% des professeurs qui ont subi des violences verbales. Mais voyez-vous, pour Eric Debarbieux, ces menaces sont « *beaucoup plus souvent proférées contre l'administration que contre les profs, et ont trait souvent à des questions d'orientation* ». Ben oui, le jeune en filière CAP carrosserie aurait préféré un Master en finance islamique à Paris-Dauphine . Du coup, il n'est pas content.

Pour lui, la violence scolaire est aussi due au « *turn over* » des enseignants et au recours à une pléthore de contractuels. Et puis le métier n'attire plus. Pour résoudre le problème, faudrait-il un professeur par élève payé 10 000€/mois ?

Pas forcément mais des cours accélérés de pédagogie,

sûrement : « *comme ils sont isolés, les professeurs ne savent pas vraiment quoi faire face aux agressions et punissent à répétition, ce qui, en retour, fait monter une violence antiscolaire de « revanche » chez les élèves* ». Qu'ils sont cons ces profs pour punir la semaine des élèves-délinquants pourchassés par la BAC le week-end !

Pour les intrusions extérieures, le fantasme est réel : « *95% des violences graves sont commises par des élèves scolarisés dans l'établissement* ». D'accord, et si on mettait une couche supplémentaire de « bunkérisation » avec vidéosurveillance, policiers municipaux, dispositifs de sécurisation des entrées ?

Mon Dieu, surtout pas ! La vidéoprotection ne prévient pas les violences, voire, la favorise car « *leurs auteurs veulent être vus, montrer leur rage aux yeux de tous. [...] Quant aux détecteurs de métaux, ils créent de la non-fluidité dans les établissements, donc des regroupements d'élèves, ce qui peut être dangereux* ». L'affaire Théo, c'était donc ça : des jeunes non-fluides voulant montrer leur rage aux caméras du monde entier...

Et sur le racket ?

En fait, il « *s'effectue sur des bases identitaires. [...] Ils font « bande contre » : contre le bouffon, l'intello, mais aussi parce qu'Untel n'est pas de ma race, de mon quartier, etc. Ils se construisent un « nous » contre un « lui » selon des critères d'appartenance* ». C'est de la délinquance d'exclusion présentant un « *caractère clairement anti-institutionnel* ».

Le racketté bouffon intello qui n'est pas de leur race doit donc se satisfaire de cette explication foireuse...

Alors quoi faire ? Ben rien, car envoyer ces « djeuns » délinquants multirécidivistes en centre éducatif fermé, « *c'est trop tard et ça coûte cher* ». Peut-être faudrait-il

embaucher plus de psychologues à plein temps ? Concentrer les moyens sur l'aide au quotidien auprès des parents, des renforts pédagogiques spécifiques pour ces élèves ? Pourtant, la câlinothérapie coûte un bras aussi...

Enfin, l'ultime solution reste la fameuse mixité sociale. Car (en parlant des fichés S), « plus vous faites se côtoyer des individus déviants, plus vous augmentez leurs compétences sociales à « faire bande » contre vous ».



Trappes : Kaboul-sur-Yvelines ou « plus belle la cité » ?
(Photo Le Monde)

▪ Les grands reporters engagés

Troisième partie de ce dossier consacré à l'abandon des professeurs par la République, le témoignage des journalistes Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin sur le lycée de Trappes (« [La Communauté](#) » chez Albin Michel).

Même constat qu'Eric Debarbieux, cette descente aux enfers des établissements de banlieue, c'est la faute à une mixité sociale en panne...

Les parents normaux d'enfants normaux se refusent en effet à mélanger leurs progénitures avec la pire des racailles. Scandaleux, non ?

Même des religieux impliqués dans la vie des différentes mosquées inscrivent leurs enfants en école privée catholique ! D'ailleurs, « *l'école Sainte-Marie, rue Jean-Jaurès, est-elle essentiellement fréquentées par des musulmans* ». Finalement, ça a du bon l'école des kouffars...

Depuis les années 90, le lycée n'est plus le sanctuaire de la République; «*que s'est-il passé ?* » demande benoitement l'Express.

Et bien, « *les parents soucieux de donner un maximum de chances à leurs enfants s'en détournent* ».

Car la violence et l'islamisme donnent une mauvaise image de l'établissement : « *Faut-il se taire, pour ne pas ternir encore plus la réputation du lycée ? [...] C'est un dilemme constant pour les professeurs. Ils sont témoins de la discrimination sociale qui touche leurs classes. Ils voient ces anciennes bonnes élèves à la caisse des supermarchés, ces garçons au chômage malgré leurs diplômes* ».

Pour Raphaëlle Bacqué, la solution serait peut-être de « *fermer le lycée et de répartir les élèves dans les établissements alentour, seule façon de rétablir de la mixité sociale* ». C'est-à-dire infecter des corps sains avec des éléments contaminés afin d'amener à la gangrène tout le

systeme éducatif...

Et personne pour se poser la question du rôle de l'immigration incontrôlée dans cette situation ? Aucun syndicat, aucun professeur pour dire clairement qui sont les auteurs de ces violences ? Leurs origines ? Leur idéologie ?

Entre 2000 et 2005, la rectrice de l'académie de Toulouse se nommait... Nicole Belloubet. Présidente du « Comité interministériel de pilotage pour la promotion de l'égalité des sexes dans les systèmes éducatifs », qu'a-t-elle fait pour les filles de Gallieni confrontées aux agressions sexuelles et à l'islamisme ?

Désormais ministre de la Justice, elle s'intéresse au sort des djihadistes français emprisonnés en Syrie ou en Irak. Les mêmes qui, quelques années auparavant, pourrissaient déjà les lycées toulousains ou d'ailleurs dans leur haine antiscolaire, pardon, « *anti-institutionnelle* ».

Dans les années 80, on riait aux blagues potaches de Daniel Auteuil dans « [Les Sous-doués](#) » ou aux aventures de Patrick Bruel dans « [P.R.O.F.S](#) ». Maintenant, on pleure avec des enseignants confrontés « à des cancre échappés de l'enfer » (Michelle Pfeiffer dans « Esprits rebelles »).

Pleurer avec des profs ? Cela dépend lesquels...

En janvier 2015, certains d'entre eux, au Lycée Gallieni, s'étaient mobilisés pour soutenir Cheik Bouchiki, demandeur d'asile de 19 ans, en CAP chauffeur poids lourd et détenu au centre de rétention administrative de Cornebarrieu.

Des affiches « *Je suis Cheik pour le droit d'apprendre* », reproduisant, 7 jours après l'attentat, celle de « *Je suis Charlie* », étaient distribuées. Un comble dans un lycée où nombre d'élèves ne sont surtout pas « Charlie » !

« *Des représentants de la FCPE, FSU et Droit au logement*

(DAL) » soutenaient également le mouvement ([La Dépêche](#))

Les mêmes aujourd'hui, à Gallieni, qui exigeaient, après l'attentat de Nice, un recrutement sur dossier pour les candidats à la section des conducteurs routiers.

« Quand vous avez un jeune qui roule à 80km/h sur la rocade en balançant, en riant : « Et là, si je tournais le volant d'un coup, qu'est-ce-que ça ferait ? », franchement, vous avez froid dans le dos ! » balance un prof.

Et nous aussi...



Mobilisation des élèves et des professeurs pour Cheik Bouchiki, demandeur d'asile mis en rétention à Cornebarrieu en janvier 2015 (La Dépêche)